



KPMG SA
11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33700 Mérignac

Association ADAPEI DE LA GIRONDE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association ADAPEI DE LA GIRONDE

Rue Robert Caumont - Bureau du Lac II - Bâtiment R39 - 33049 BORDEAUX CEDEX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33700 Mérignac

Association ADAPEI DE LA GIRONDE

Rue Robert Caumont - Bureau du Lac II - Bâtiment R39 - 33049 BORDEAUX CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée générale de l'association ADAPEI DE LA GIRONDE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADAPEI DE LA GIRONDE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant la gouvernance associative relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Mérignac, le 20 juin

2025 KPMG SA

Signature
numérique de
Alexandra Lesage
Date : 2025.06.20
10:52:11 +02'00'

Alexandra LESAGE

Associée

ADAPEI de la Gironde

ACTIF	Arrêté au 31/12/2024			ADAPEI 31/12/2023
	BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
Actif Immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement	542 731	-434 153	108 578	49 111
Autres immobilisations incorporelles	552 253	-497 622	54 631	58 911
Immobilisations incorporelles en cours				1 333
Avances et acomptes				2 349
Immobilisations Corporelles				
Terrains	4 337 143	-638 847	3 698 296	3 734 132
Constructions	100 375 558	-55 272 451	45 103 107	46 242 001
Installations techniques, matériel et outillage	13 051 791	-10 529 953	2 521 838	2 070 837
Autres immobilisations corporelles	9 610 841	-7 981 321	1 629 520	1 204 629
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles en cours	1 262 202		1 262 202	1 207 241
Immobilisations Financières				
Participations et créances rattachées à des participations	1 163 777		1 163 777	944 042
Autres titres immobilisés	122 061		122 061	119 738
Prêts				
Autres immobilisations financières	171 678		171 678	176 460
TOTAL I	131 190 034	-75 354 346	55 835 688	55 810 786
Comptes de liaison				
Comptes de liaison (1)				
Comptes de liaison				
TOTAL II	0	0	0	0
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières et fournitures	140 309	-5 718	134 591	184 550
Autres approvisionnements	7 078		7 078	16 354
En-cours de productions (biens et services)	216 441		216 441	478 573
Produits intermédiaires et finis	1 262 590	-761 808	500 782	697 021
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Avances et acomptes versés sur commandes	81 841		81 841	81 365
Créances (2)				
Créances redevables et comptes rattachés (3)	2 954 721	-93 047	2 861 674	2 888 620
Autres créances	4 567 074	-4 781	4 562 292	4 459 422
Valeurs mobilières de placement				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités				
Disponibilités	19 772 030		19 772 030	19 345 952
TOTAL III	29 002 084	-865 354	28 136 730	28 151 856
Comptes de Régularisation				
Charges constatées d'avance				
Charges constatées d'avance	452 073		452 073	417 026
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion (actif)				
Ecart de conversion (actif)				
TOTAL GENERAL	160 644 191	-76 219 700	84 424 491	84 379 668

(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaisons relatifs à l'exploitation et à la tréorerie entre cet établissement ou service et les autres établissements et services concernés

(2) Dont à moins d'un an - Dont à plus d'un an

(3) Dont créances mentionnées à l'article R. 314-06 du CASF

ADAPEI de la Gironde

P A S S I F	ADAPEI 31/12/2024	ADAPEI 31/12/2023
	NET	NET
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	1 040 765	1 040 765
Fonds propres complémentaire	1 141 999	1 141 999
Fonds propres avec droit de reprise		
Dons et legs		
Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
Réserves		
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	12 476 294	8 665 654
Autres réserves	195 067	195 067
Réserves pour projets de l'entité	24 352 118	20 541 478
Excédents affectés à l'investissement		
Réserves de compensation		
Excédents affectés à la couverture besoin fonds roulement		
Report à nouveau		
Report à nouveau	9 872 611	3 527 915
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	7 033 525	1 374 479
Report à nouveau (gestion non contrôlée)		
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs		
Résultat sous contrôle tiers financeurs		
Dépenses non opposables aux tiers financeurs		
Excédent ou Déficit de l'exercice		
Excédent ou déficit de l'exercice	1 227 755	2 534 056
<i>Dont Excédent ou déficit de l'exercice des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	1 061 905	2 312 249
Situation nette	15 629 583	16 857 338
Subventions d'investissement	7 624 346	8 075 619
Provisions réglementées	5 148 775	5 135 170
Couverture du besoin en fonds de roulement		
Amortissements dérogatoires et prov renouvellement immobilisations		
Réserves des plus-values nettes d'actif		
Amortissements dérogatoires et prov renouvellement immobilisations		
Autres provisions réglementées		
TOTAL I	28 402 704	30 068 128
Fonds dédiés	8 456 740	5 052 044
TOTAL II	8 456 740	5 052 044
Comptes de liaison		
TOTAL III	-	0
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour risques	2 395 952	1 733 145
Provisions pour charges		
Provisions pour charges	370 584	421 161
TOTAL IV	2 766 537	2 154 306
Dettes (3)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	27 299 197	29 709 381
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Emprunts et dettes financières divers (3)	26 785	6 250
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	52 335	43 458
Redevables créditeurs		
Redevables créditeurs		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)		
Dettes fournisseurs et acomptes rattachés (4)	2 770 495	3 002 735
Dettes sociales et fiscales		
Dettes sociales et fiscales	11 365 240	10 762 072
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	973 969	1 134 219
Autres dettes (5)		
Autres dettes (5)	721 360	642 701
Produits constatés d'avance	1 589 128	1 804 374
TOTAL V	44 798 509	47 105 190
TOTAL GENERAL	84 424 491	84 379 668

(1) Dont compte 1201 : et compte 1291 : résultats sous contrôle de tiers financeurs

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque :

(3) En particulier : cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement

(4) Dont à plus d'un an : Dont à moins d'un an

(5) Dont fonds des majeurs protégés :

Intitulé	Arrêté au :	31/12/2024	31/12/2023	Variation	
		12 mois Montant	12 mois Montant	31/12/2023 - 31/12/2022 Montant	%
Cotisations		47 516	40 997	6 519	14%
Ventes de biens		1 198 677	1 837 704	- 639 027	-53%
dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales		1 198 677	1 837 657	- 638 981	-53%
Ventes de services		10 972 716	10 236 871	735 846	7%
dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales		9 991 240	9 211 772	779 468	8%
Vente de Bien et services		12 171 393	12 074 574	96 819	1%
Production stockée				-	
Production immobilisée				-	
Concours publics et subventions d'exploitation		76 938 849	69 549 757	7 389 092	10%
dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales		76 932 001	69 546 272	7 385 730	10%
Subventions d'exploitation				-	
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				-	
- Dons manuel		58 356	57 762	595	1%
- Mécénat				-	
- Legs, donations et assurance vie				-	
Ressources liées à la générosité du public		58 356	57 762	595	1%
Produits de tiers financeurs		76 997 205	69 607 519	7 389 686	10%
Reprises/prov. & amort, transf., de charge		1 488 642	1 390 717	97 924	7%
Utilisation des fonds dédiés		2 007 963	1 201 118	806 846	40%
Autres produits		13 417 422	12 977 490	439 931	3%
Produit d'exploitation Total I		106 130 141	97 292 415	8 837 725,94	8,3%
Achats de marchandises		-	1 575	- 1 575	
Variation de stocks		68 491	35 516	104 006	152%
Achat de matières premières et autres		1 914 227	1 552 337	238 110	-18%
Autres achats et charges externes		19 543 683	18 850 511	693 172	4%
Impôts, taxes et versements assimilés		5 094 321	4 666 684	427 636	8%
Salaires et traitements		50 704 709	49 587 465	1 117 245	2%
Charges sociales		18 378 662	18 019 795	358 867	2%
Dotation aux amortissements		7 182 006	6 262 970	919 036	13%
Autres charges		308 517	171 379	137 138	44%
Report en fonds dédiés		5 412 660	1 507 669	3 904 990	72%
Charges d'exploitation Total II		108 007 275	100 584 869	7 422 407	7%
Résultat d'exploitation		- 1 877 134	- 3 292 454	1 415 319	-75%
Bénéfice attribué, perte transférée Total III				-	
Perte supportée, bénéfice transféré Total IV				-	
Opération en commun				-	
Produits financiers de participations				-	
Autres valeurs mob., créances d'actif im.				-	
Autres intérêts et produits assimilés		269 784	200 566	69 217	26%
Reprises/provisions et transfert de char				-	
Différences positives de change				-	
Produits net/cession des V.M.P				-	
Produits financiers Total V		269 784	200 566	69 217	26%
Charges financières		430 485	485 578	- 55 094	-13%
Autres charges financières				-	
Charges financières Total VI		430 485	485 578	- 55 094	-13%
Resultats financiers		- 160 701	- 285 012	124 311	-77%
Resultats courants avant impôts		- 2 037 835	- 3 577 465	1 539 630	-76%
Sur opération de gestion		357 208	647 959	- 290 751	-81%
Sur opération en capital		712 879	883 862	- 170 983	-24%
Reprises/provisions et transfert de charges		31 625	51 613	- 19 989	-63%
Produits exceptionnels Total VII		1 101 712	1 583 435	- 481 723	-44%
Sur opération de gestion		108 522	56 825	51 697	48%
Sur opération en capital		89 187	224 550	- 135 363	-152%
Dotation aux amortissements et aux prov.		45 230	230 855	- 185 625	-410%
Charges exceptionnelles Total VIII		242 939	512 230	- 269 291	-111%
Résultat exceptionnel		858 773	1 071 205	- 212 432	-25%
Participation des salariés				-	
Participation des salariés Total IX					
Impôts sur les bénéfices		48 693	27 796	20 897	43%
Total X		48 693	27 796	20 897	43%
Produits		107 501 637	99 076 416	8 425 220	8%
Charges		108 729 392	101 610 473	7 118 919	7%
EXCEDENT ou DEFICIT		- 1 227 755	- 2 534 056	1 306 301	-106%
Dont Exédent ou déficit de l'exercice des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		- 1 061 905	- 2 312 249	1 250 344	

1. Activité et faits majeurs de l'exercice

1.1. Activité de l'association

L'Association Départementale de Parents Et d'Amis de personnes handicapées mentales (ADAPEI) est une association de parent, reconnu d'utilité publique, fondée en 1958 qui accompagne 2 300 personnes handicapées et gère 42 établissements. Elle regroupe environ 630 adhérents, qui sont principalement des représentants des familles de personnes handicapées. L'association a fusionné avec l'association ALTERNE le 1^{er} janvier 2018.

Affiliée à l'UNAPEI, reconnue d'utilité publique, l'Adapei de la Gironde contribue à un mouvement parental fort, le principal mouvement associatif français.

L'association est organisée autour de cinq sections locales, dont les représentants sont membres du bureau. Ces sections locales sont chargées d'animer et de développer l'action associative auprès et avec les familles et les partenaires locaux.

L'ADAPEI 33 est bien évidemment membre de l'union nationale de parents de personnes handicapées mentales et de leurs amis (UNAPEI) et de la fédération des employeurs du secteur social et médico-social privé à but non lucratif (NEXEM).

L'ADAPEI de la Gironde est le principal acteur en matière de prise en charge du polyhandicap du département, puisqu'elle représente 22 % des places d'accueil, 30 % pour les établissements d'aide par le travail (ESAT) et environ 20 % pour les autres établissements.

L'ADAPEI gère ainsi un ensemble de structures, sous financement conjoint de l'agence régionale de santé

- 2 maisons d'accueil spécialisées (MAS) pour une capacité globale de 119 lits et places qui hébergent les personnes dépendantes, avec une assistance médicale et une vie sociale ;
- 6 instituts médico-éducatifs (IME) pour les 6-20 ans, au sein desquels sont intégrées deux unités d'enseignement maternelles (UEM) permettant la scolarisation des enfants,
- 8 services d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) dont 3 destinés aux enfants de 6 à 20 ans dont la vocation est le soutien pour scolarisation et 4 à visée professionnelle pour les 16/25 ans ; 4 établissements d'aide par le travail (ESAT) proposant 837 places ; 3 foyers d'accueil médicalisés (FAM) de 84 places au total qui comprennent l'hébergement et l'assistance médicale, ainsi que l'insertion sociale pour des personnes dépendantes.

Par ailleurs, le conseil départemental finance seul les établissements suivants :

- 6 foyers occupationnels qui permettent un hébergement et des activités occupationnelles ;
- 3 services d'accompagnement à la vie sociale (SAVS) qui coordonnent et assurent la prise en charge à domicile d'adultes handicapés ;
- 5 unités d'hébergement (UH) pour adultes handicapés travaillant dans la journée ;
- 6 sections à temps partiel (STP) rattachées aux ESAT.

L'ADAPEI dispose en outre d'activités qui génèrent des recettes commerciales, à savoir :

- Des activités de fabrications diverses au sein de 4 ESAT ;
- 2 entreprises adaptées ;
- le service insertion ;
- le service habitat (intermédiation locative) ;

- 1 activité de prestations de formations internes (BM formation).

Les activités dites du « secteur propre » représentent quant à elles 1/3 des ressources et intègrent également le budget propre de l'association.

Les établissements sont gérés en quatre pôles (enfance, adultes, travail et habitat) sur quatre territoires (Bassin-Médoc, Métropole, Sud-Gironde et Libournais-Blayais).

Les activités financées par l'agence régionale de santé et/ou le conseil départemental, sont des activités dites du « secteur contrôlé » sous CPOM, qui sont les plus importantes puisqu'elles représentent 2/3 des ressources, au sein desquelles l'ARS est le principal financeur.

Les modalités de financement du secteur contrôlé sont des dotations et/ou des prix de journée définis par les deux autorités de tarification, qui en effectuent par ailleurs le contrôle. En effet, les dotations sont complétées par d'autres recettes, dont essentiellement celles issues de la facturation des prix de journée.

1.2. Evénements principaux de l'exercice

Les faits significatifs au cours de l'exercice sont les suivants :

- Effet année pleine du SEGUR pour tous de l'ordre de 900 K€ chargé

1.3. Evénements postérieurs à la clôture

- RAS

1.4. Principes, règles et méthodes comptables

1.4.1. Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan ;
- le compte de résultat ;
- l'annexe.

1.4.2. Méthode générale

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association a arrêté ses comptes en respectant :

- le règlement relatif au plan comptable général ANC 2014-03 pour les dispositions comptables générales ;
- le règlement ANC 2018-06 qui traite des seules particularités propres au secteur non lucratif ;

- le règlement ANC 2019-04 qui traite des seules particularités propres aux associations du secteur social et médico –social ;
- le plan comptable M22Bis et les dispositions spécifiques applicables de l'arrêté du 20 décembre 2023 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.

1.4.3. Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice au niveau des comptes consolidés.

1.4.4. Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice au niveau des comptes consolidés.

1.4.5. Changement de présentation des comptes

Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice au niveau des comptes consolidés.

2 Informations relatives au bilan

2.1. Actif

2.1.1. Tableau des immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit. Apports
Frais d'établissement de recherche et de développement	561 196.63		82 044.00
Autres postes d'immobilisations incorporelles	554 194.44		10 172.70
immobilisations incorporelles	1 115 391.07		92 216.70
Terrains	4 259 184.06		116 308.00
Constructions sur sol propre	70 719 543.36		794 696.01
Constructions sur sol d'autrui	5 154 951.06		110 194.70
Install. générales, agenc. et aménag. des constructions	21 827 666.00		2 096 467.16
Installations techniques, matériel et outillage industriels	12 562 308.26		1 196 756.71
Install. générales, agenc. et aménag. divers	3 049 990.77		281 019.83
Matériel de transport	949 859.02		6 040.53
Matériel de bureau et informatique, mobilier	5 174 244.83		656 902.16
Emballage récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	1 210 923.54		3 240 065.68
Avances et acomptes			
immobilisations corporelles	124 896 665.96		8 502 406.70
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participation	944 042.36		219 734.16
Autres titres immobilisés	119 736.19		4 886.11
Prêts et autres immobilisations financières	176 459.88		9 372.36
immobilisations financières	1 240 240.43		233 991.63
Total Général	127 254 383.46		8 826 603.03

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement de recherche et de développement		100 511.25	542 731.36	
Autres postes d'immobilisations incorporelles		12 114.17	552 252.67	
immobilisations incorporelles		112 625.42	1 094 984.03	
Terrains		180 349.14	4 407 142.94	
Constructions sur sol propre		34 194.31	71 340 048.00	
Constructions sur sol d'autrui			5 265 145.78	
Install. générales, agenc. et aménag. des constructions		236 400.53	23 696 910.15	
Installations techniques, matériel et outillage industriels		652 736.61	13 065 244.43	
Install. générales, agenc. et aménag. divers		36 442.96	3 292 567.62	
Matériel de transport		166 156.25	787 743.32	
Matériel de bureau et informatique, mobilier		270 304.61	5 530 529.32	
Emballage récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		3 186 106.65	1 262 202.27	
Avances et acomptes				
immobilisations corporelles		4 764 655.06	128 637 593.83	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participation			1 163 776.52	
Autres titres immobilisés		2 562.00	122 061.30	
Prêts et autres immobilisations financières		14 154.58	171 577.65	
immobilisations financières		16 716.58	1 457 515.46	
Total Général		4 994 035.06	131 130 633.68	

2.1.2. Tableau des amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement de recherche et de développement	512 087.93	22 028.89	99 963.65	434 152.97
Autres postes d'immobilisations incorporelles	495 283.04	14 453.34	12 114.14	496 059.84
Immobilisations incorporelles	1 007 370.97	36 482.23	112 077.99	930 212.81
Terrains	595 052.13	44 711.17	916.14	638 847.16
Constructions sur sol propre	37 526 782.83	2 560 004.19	33 584.38	40 453 655.93
Construction sur sol d'autrui	3 977 323.66	188 550.13		4 165 873.79
Const. Inst. générales, agencements, aménagements divers	9 486 051.58	1 334 969.16	173 597.09	10 652 953.56
Installations techniques, matériel et outillage	10 481 876.29	666 526.68	617 802.85	10 529 747.87
Autres Inst. générales, agencements, aménagements divers	2 577 634.53	119 407.03	37 923.50	2 659 118.06
Matériel de transport	882 009.96	17 205.26	168 156.25	731 056.97
Matériel de bureau, informatique, mobilier	4 509 821.22	348 115.75	286 863.69	4 591 143.50
Emballages récup et divers				
Immobilisations corporelles	70 436 552.20	5 279 489.37	1 295 244.10	74 422 396.84
Total Général	71 443 923.17	5 315 971.60	1 411 322.09	75 352 611.65

2.1.3. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Aucune dépréciation n'a été comptabilisée à ce titre pour 2024.

2.1.3.1. Méthode d'amortissement des immobilisations incorporelles

Type d'immobilisations	Mode d'amortissement	Durée d'amortissement
Frais d'établissement (évaluations externes , frais de constitution)	linéaire	5 ans
Frais de recherche et de développement		
Droit au bail		Selon la durée du bail
Logiciels et progiciels	linéaire	de 3 à 10 ans

2.1.4. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Aucune dépréciation n'a été comptabilisée à ce titre pour 2024.

2.1.4.1.Méthode d'amortissement des immobilisations corporelles

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	de 15 à 50 ans
Installations techniques,	Linéaire	de 7 à 20 ans
Matériel et outillage industriels	Linéaire	de 3 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	de 3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	de 3 à 10 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	de 5 à 10 ans

2.1.4.2.Principaux mouvements

En 2024, nous avons principalement mis en service :

- la création d'un plateau technique restauration de l'ESAT Saint Denis de Pile pour 443 K€. Pour ce projet nous avons 188 K€ de subvention.
- la pépinière d'insertion d'Audenge pour 1570 K€. Pour ce projet nous avons eu 190 K€ de subvention.

Les immobilisations encours s'élève à 1262 202 € et concernent principalement :

- 718 K€ concernant la MAS de Biganos ;
- 321K€ pour la rénovation de l'internat sur l'IME de Taussat dont l'ouverture est prévue au 24/03/25

2.1.5.Immobilisations financières

Type d'immobilisations	Valeurs 2021	Valeurs 2022	Valeurs 2023	Valeurs 2024
Titres immobilisés	895 785	980 283	1 063 781	1 285 837
Dépôts	42 422	49 143	122 254	122 222
Cautionnement	50 083	47 594	54 206	49 455
TOTAL	988 290	1 077 020	1 240 240	1 457 515

Les titres immobilisés comprennent l'évaluation de la dette sociale liées au compte épargne temps pour 1 163 776 € en 2024.

2.1.1.Evaluation des stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode « premier entré/premier sorti » et à leur prix de revient.

En ce qui concerne les récoltes de vin, les charges de l'exercice sont réparties sur les récoltes auxquelles elles s'imputent.

Lorsque le cours ou le prix de vente est inférieur au prix de revient, une provision pour dépréciation des stocks est constituée.

Au 31/12/2024, les stocks s'élèvent à 1 626 K€ et se composent principalement en stocks de vin avant dépréciation pour 1 396 K€. Ces derniers sont dépréciés à hauteur de 761K€.

STOCK	2023 EN K€	2024 EN K€	DEPRECIATION 2023 EN K€
STOCKS DE VIN PAR RECOLTE	1636	1396	-761
AVANCE SUR CULTURE	26	17	
RECOLTE 2023	224	224	-76
RECOLTE 2022	229	237	-134
RECOLTE 2021			
RECOLTE 2020	228	222	-39
RECOLTE 2019	270	261	-169
RECOLTE 2018	167	138	-109
RECOLTE 2017	154	147	-137
RECOLTE 2016	171	140	-90
RECOLTE 2015	105	2	0
RECOLTE 2014	62	8	-7
AUTRES STOCKS	325	230	-6

2.1.2.Créances

Etat des créances	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	49 455.82	49 455.82	
Clients douteux ou litigieux	101 776.04	101 776.04	
Autres créances clients	2 852 944.91	2 852 944.91	
Personnel et comptes rattachés	35 090.84	35 090.84	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	605 147.14	605 147.14	
Etat, impôts sur les bénéfices			
Etat, TVA	973 001.30	973 001.30	
Etat, autres impôts			
Etat, créances diverses	1 382 242.39	1 382 242.39	
Groupes et associés			
Débiteurs divers	1 591 591.83	1 195 275.83	393 316.00
Charges constatées d'avance	452 072.90	452 072.90	
Total général	8 023 323.17	7 630 007.17	393 316.00
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

Détail des autres créances clients :

Les autres créances clients s'élèvent à 2852 K€ et se décomposent en :

- 2080 K€ de créances commerciales ;
- 551K€ de créances envers le conseil départemental ;

- 94 K€ autres créances correspondant au forfaits hospitaliers (MAS) ;
- 116 K€ de factures à établir.

Détail des créances diverses

Les créances Etat, créances diverses s'élèvent à 1362 K€ et correspondent principalement pour 904 K€ aux créances d'aides aux postes sur les ESAT/EA.

Détail des débiteurs divers :

Les débiteurs divers s'élèvent à 1592 K€

- La part à moins d'un an correspond principalement à :
 - 01 Des remboursements de formation pour 262 K€ ;
 - Des produits à recevoir pour 1098 K€.
- La part à plus d'un an de 393 K€ représente le solde des prix de journées 1985 des trois ESAT fonctionnement suivant
 - Pessac Alouette pour 143 143 €
 - Pessac Magellan pour 80 175 €
 - Villambis pour 169 998 €

Lorsque la dotation globale s'est substituée aux prix de journée, les prix de journée dus au titre du 4^{ème} trimestre 1985 sont restés dus. Leur règlement n'interviendrait qu'en cas de fermeture de l'établissement et sera inclus dans le montant de la dotation globale de fermeture.

2.1.3. Valeurs mobilières de placement

Il n'y a pas de valeurs mobilières de placement.

2.1.4. Disponibilité

Le solde des disponibilités s'élève à 19 772 K€ et se compose :

- De comptes courant pour 12 772 K€ ;
- De compte à terme pour 7 000 K€ ;

2.1.1. Charges constatées d'avance

Ce poste d'un montant total de 452 K€, concerne pour 162 K€ l'étalement du loyer de du FO/FH Bois Joly sur la durée du bail restant à courir. Le reste concerne des charges d'exploitation (malus écologique, entretien, location, abonnements...).

2.2.Passif

2.2.1.Fonds Propres

VARIATION DES FONDS PROPRES en K€	A L'ouverture 01/01/2024	AFFECTATION DU RESULTAT		
		AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	2 183			2 183
Fonds propres avec droit de reprise	-			-
Réserves	20 736	3 810		24 546
- dont réserves des activités ESMS:	8 667	3 810		12 477
Report à nouveau	- 3 528	- 4 497	1 847	- 9 872
- dont report à nouveau lié aux activités ESMS:	- 1 371	- 3 815	1 844	- 7 030
Excédent ou déficit de l'exercice:	- 2 534	4 833	2 298	- 1 228
- dont excédent ou déficit des activités ESMS:	- 2 312			- 1 061
Situation nette	16 857			15 629
Subventions d'investissement renouvelables	8 076	487	938	7 625
Provisions réglementées	5 135	45	31	5 149
TOTAL	30 068			28 403

Les mouvements de l'exercice traduisent des affectations de résultats des exercices antérieurs conformément aux décisions de l'Assemblée Générale et des autorités de tarification.

2.2.2.Fonds Dédiés

FONDS DEDIES en K€	solde au 31/12/2023	recassement	Dotation	Reprise	solde au 31/12/2023	
	Montant				Montant	Dont sans mouvement au cours des deux derniers exercices
CNR 2017 - Défi qualité autisme	12			5	7	
CNR 2018 - Fusion ADAPEI/ALTERNE	14				14	14
CNR 2019 - Polyhandicap	147				147	147
CNR 2020 - Prime COVID	17			-	17	17
CNR 2020 - Poste APV service insertion	-					
CNR 2020 - renfort poste IDE	38			38	-	
Situations critiques IME/SESSAD	451		944	962	433	48
CNR 2021- Test COVID	12			1	11	
CNR 2022- Frais installation - SESSAD	15		9	15	9	
CNR 2022- défi qualité handicap psy	100				100	100
CNR 2022 /2023/2024- stagiaire	48		2	1	49	
CNR 2023 / DAR	91		11		102	
CNR 2023 /autisme et TND	7			7	0	
CNR 2023/ REPIT	84		626	400	309	
CNR 2023 - stratégie national autisme	38		157	61	134	
2022- Plateforme Métier- ESAT E LIBLA	121	- 89		28	5	
CNR 2024-QVT			35	8	28	
CNR 2024 Formation			63	35	28	
CNR 2024 - Equipement et petit mat			27	7	20	
CNR 2024- MN - 5 places TSA SESSAD PRO BA			27			
CNR 2024 aidant séjours			15	15	-	
Autres contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS	1 192		1 915	1 581	1 526	326
Fonds dédiés générosité du public - charge	14		16	12	18	
Fonds dédiés générosité du public- immos	7		-	2	5	
Dont fonds dédiés IME BLAYE- aire de jeux	1			0	1	
Dont fonds dédiés pour la terrasse du FH Martignas	4			1	3	
Dont fonds dédiés pour la balnéothérapie du Foyer St michel de Rieufret	2			1	1	
Dont Fonds dédiés - Gujan	0			0	0	
Fonds dédiés - dons manuel	7			5	2	
Ressources liées à la générosité du public	28		16	19	25	
Fonds dédiés - subvention de fonctionnement - Logement foyer de bégles	53			53	0	
Dont Fonds dédiés MAS de Biganos	150			34	116	
Dont fonds dédiés Foyer de Gujan	29			5	24	
Dont fonds dédiés MAS de St Denis de Pile	9			1	8	
Dont fonds dédiés ESAT BAME	77			9	68	
dont Fonds dédiés - bégles	55			11	44	
Dont convention réservation de lit - ESAT Métropole	65			13	42	
Dont Fonds dédiés- UH Blanquefort	54			4	49	
Dont fonds dédiés -Asso	15				15	15
Dont fonds dédiés - PCO SESSAD BA	10		5	1	15	
Dont FO LA REOLE Balneo	3			0	3	
Dont Fonds dédiés Asso- table de tri	8			3	5	
Dont IME TAUSSAT - reprise section locale portail	4			1	2	
Dont fonds dédiés communauté des communes Médoc	373		2	24	351	
Dont fonds dédiés IME BLAYE	13			3	10	
dont Fonds dédiés région nouvelle gulfaine	59			5	54	
dont IME alouette - prime CEE	26		25	1	50	
Dont Siege- ESMS numérique	232			121	111	
Dont autres fonds dédiés- dons ESAT E Métropole	2				2	
Dont fonds dédié (ESAT BAME)	1		3	0	3	
Contributions financières d'autres organismes	1 226		35	289	972	15
Fonds dédiés concours publics investissement dont :					-	
ESAT F Metropole- travaux ESAT et construction ESAT Blanquefort	482			50	432	
IME ST Macaire/ IME LAMOTHE-construction bâtiment	419			21	398	
FAM De bégles- accueil de jour TSA nouvelle places	34			9	25	
MAS Biganos- Rénovation MAS	168			16	150	
ESAT E LIBLA- FATESAT - blanchisserie - tri du linge	10			1	8	
Siège- clim	61			8	53	
IME Blaye	83			5	78	
IME Taussat	33				33	33
SESSAD Pro Métropole	7				7	7
ESAT F Bassin Médoc	338			5	334	
ESAT F Libourmais Bleyais	20				20	20
ESAT F Le Barp Hors Murs	44				44	44
ESAT F Maugeuzy	130				130	130
Mas Biganos- CNR investissement			3 446		3 446	
ESAT LIBLA - FATESAT	10	89		3	96	
MAS St Denis de Pile	783			1	782	
Contributions financières de renouvellement des immobilisations des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS	2 619		3 446	119	5 946	234
TOTAL	5 064	-	5 412	2 008	8 469	575

Rappel des conventions de réservations de lits reclassée en fond dédiés

Dont convention de réservations de lits reclassées en fonds dédiés*	Date convention	durée de la convention
MAS biganos	1987	50
FAM DE BEGLES	1999	30
ESAT Métropole	1999	30
UH Blanquefort	2006	30

2.2.3.Provisions

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétrolier				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour investissement				
Provisions pour fluctuation des cours				
Amortissements dérogatoires				
Implantations étrangères avant 01/01/52				
Implantations étrangères après 01/01/52				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées	4 941 433.54	45 230.17	31 624.73	4 955 038.98
Provisions réglementées	4 941 433.54	45 230.17	31 624.73	4 955 038.98
Provisions pour litiges	1 733 145.00	787 145.00	547 335.76	1 972 954.00
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour grosses réparations	385 687.50		45 311.41	340 376.09
Provisions pour charge sociales, fiscales sur congés à	35 473.14		5 264.80	30 208.34
Autres provisions pour risques et charges		422 898.03		422 898.03
Provisions risques et charges	2 154 305.64	1 210 143.00	597 911.99	2 766 336.43
Provisions pour immobilisations incorporelles				
Provisions pour immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stock et en cours	584 512.47	758 737.89	575 724.88	767 525.45
Provisions sur comptes clients	102 148.58	137 749.72	142 069.45	97 828.85
Autres provisions pour dépréciations				
Provisions pour dépréciation	686 661.05	896 487.58	717 794.33	865 354.30
Total Général	7 782 409.23	2 151 868.75	1 347 331.05	8 586 929.71

2.2.3.1.Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
I. D. R.	19 108	4 144 220	4 163 328

Description des régimes et de leur système de financement :

- Description des méthodes actuarielles et principales hypothèses économiques retenues :

L'engagement de retraite est calculé selon la méthode des unités de crédits projetés :

Taux d'actualisation : 3.5 %

Taux d'évolution des rémunérations à 1%

Taux des charges sociales : 51%

Age de départ à la retraite : en fonction de l'âge légal

2.2.4. Etat des dettes

Etat des dettes	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, - 5	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à un an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d'un an à l'origine	27 299 197.19	2 456 927.74	8 189 759.15	16 652 510.30
Emprunts et dettes financières divers	26 784.83	26 784.83		
Fournisseurs et comptes rattachés	2 770 495.03	2 770 495.03		
Personnel et comptes rattachés	5 580 763.00	5 580 763.00		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	4 335 296.06	4 335 296.06		
Etat, impôt sur les bénéfices				
Etat, TVA	637.52	637.52		
Etat, obligations cautionnées				
Etat, autres impôts, taxes et assimilés	1 448 543.26	1 448 543.26		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	973 969.05	973 969.05		
Groupes et associés				
Autres Dettes	754 407.89	754 407.89		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	1 589 128.29	1 589 128.29		
Total général	44 779 222.12	19 936 952.67	8 189 759.15	16 652 510.30
Emprunts et dettes souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	2 387 394.51			
Emprunts dettes contractés auprès d'associés				

2.2.4.1. Emprunts et dettes financières

La dette d'emprunt s'élève à 27299 K€. En 2024, nous n'avons pas souscrit d'emprunt.

2.2.4.2. Fournisseurs

Les dettes fournisseurs s'élèvent à 2770 K€ contre 3002 K€ en 2023.

2.2.4.3.Dettes de personnel

Elles sont de 5581K€ et correspondent principalement à la provision pour congés payés pour 4345K€ et 1164K€ de provision pour le compte épargne temps.

2.2.4.4.Dettes sociales et fiscales

Elles sont de 4335 K€ et correspondent principalement aux charges sociales sur les congés payés pour 1695 K€.

2.2.4.5.Etat – autres impôt

La dette de 1448 K€ se compose principalement de la formation professionnelle pour 408K€ et des charges fiscales sur congés payés pour 418K€.

2.2.4.6.Dettes sur immobilisations

La dette s'élève à 974 K€ et comprend 117 K€ de factures d'immobilisation non parvenues.

2.2.4.7.Autres dettes

Elles s'élèvent à 721 K€ et correspondent principalement à notre provision QVT pour 184 K€

2.2.4.8.PCA

Ils s'élèvent à 1589 K€ et correspondent principalement à :

- 1312K€ correspondant à la neutralisation des prix de journée globalisé des cretons en IME selon la convention signée entre l'ARS et l'ADAPEI en date du 19/12/2017 ;
- 107 K€ de facturation hors département sur FO les Genets de Gujan Mestras.
- 129 K€ de remboursement d'assurance suite à la grêle sur l'ESAT st denis de pile

2. Informations relatives au compte de résultat

2.1. Produits d'exploitation

Données en K€	2024	2023	2022
Cotisations	48	41	52
Ventes de biens et services	12 171	12 075	11 286
Concours public et subventions d'exploitation- cf détail ci-dessous	76 939	69 550	65 063
Dons manuel	58	57	50
Reprises sur provisions	1 488	1 390	1 331
Utilisation des Fonds dédiés	2 008	1 201	855
Autres produits	13 417	12 977	12 516
<i>Dont aides aux postes</i>	<i>12 060</i>	<i>11 862</i>	<i>11 455</i>
<i>Dont remboursement aide au logement</i>	<i>917</i>	<i>868</i>	<i>835</i>
<i>Dont Taxe apprentissage</i>	<i>222</i>	<i>61</i>	<i>69</i>
<i>Dont autres produits</i>	<i>218</i>	<i>186</i>	<i>157</i>
Total	106 129	97 291	91 153

Voici le détail des concours publics par nature de financeur :

	ARS	Conseil départemental	AGEFIPH	Entreprise publique	Autres	TOTAL
Concours public	50 397	26 357	113	23	49	76 939
TOTAL	50 397	26 357	113	23	49	76 939

Les produits exploitation en 2024 sont en hausse de 7389 K€. Cette hausse s'explique par une hausse des produits issus des financeurs (CD et ARS) afin de financer :

- la revalorisation des salaires suite aux mesure SEGUR en année pleine
- la reconstruction de la MAS de Biganos avec une aide CNR de 3.4M€

2.1.Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation sont en hausse de 3094 K€. Cette hausse se situe principalement sur les charges de personnel : +1.4 M€. En effet en 2024, nous avons été impacté par le versement du SEGUR pour tous à partir du 01^{er} janvier 2024 .

2.2.Résultat financier

Le résultat financier est déficitaire de 160K€ en amélioration par rapport à 2023. Les produits financiers relatifs à la rémunération de notre livret A, de notre compte sur livret et de nos comptes à terme sont en hausse de 33% mais ne couvre pas totalement nos charges financières d'emprunt.

2.3.Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'élève à 858 K€ au 31/12/2024.

2.4.Résultats comptables par secteur, par pôle et par établissement

2.2.5.Secteur contrôlé- CPOM

CPOM ADAPEI		RESULTAT COMPTABLE DEFICITen - EXCEDENT en +
POLE ENFANCE		
IME ALOUETTE	291 274,40	
IME MEDOC	372 432,06	
IME TAUSSAT	248 694,82	
IME BLAYE	254 908,07	
IME LAMOTHE LANDERRON/ST MACAIRE	235 476,16	
SESSAD BLAYE	- 13 836,37	
SESSAD BASSIN D'ARCACHON	12 666,46	
SESSAD PRO METROPOLE	- 325 438,04	
SESSAD PRO MEDOC	- 54 526,16	
SESSAD PRO BASSIN ARCACHON	- 203 413,95	
SESSAD AUTISME SAINT MACAIRE	- 148 350,04	
CPOM ADAPEI		RESULTAT COMPTABLE DEFICITen - EXCEDENT en +
POLE HEBERGEMENT ET SOINS		
SAVS DEPARTEMENTAL	- 111 571,00	
SAVS DEPARTEMENTAL SUD GIRONDE	- 7 101,30	
FH BASSIN ARCACHON	92 172,44	
LOGEMENT FOYER SAINT DENIS DE PILE	42 494,98	
LOGEMENT FOYER DE BEGLES	- 19 145,97	
UH BLAYE	- 35 177,73	
UH BLANQUEFORT	14 306,58	
MAS ST DENIS DE PILE	- 441 273,76	
MAS BIGANOS	- 625 251,82	
FAM BEGLES (section hébergement)	226 670,03	
FAM BEGLES (section soins)	106 346,50	
FO GUJAN MESTRAS (section hébergement)	- 370 612,05	
FO GUJAN MESTRAS (section soin)	154 316,36	
FOYER DE ST MICHEL (section hébergement)	- 203 582,14	
FOYER DE ST MICHEL (section soin)	138 006,04	
FOYER DE MARTIGNAS	- 283 521,29	
FOYER LA REOLE	- 79 229,93	
FH BOIS-JOLY	- 256 078,03	
CPOM ADAPEI		RESULTAT COMPTABLE DEFICITen - EXCEDENT en +
POLE TRAVAIL		
ESAT/Fct MONGAUZY	- 47 366,72	
ESAT/Fct METROPOLE	193 337,04	
ESAT/Fct BAME	40 715,71	
ESAT/Fct LE BARP	- 103 475,92	
ESAT/Fct LIBLA	- 69 240,90	
STP METROPOLE	- 70 860,39	
STP AUDENGE	711,25	
STP VILLAMBIS	- 8 610,97	
STP PAILLERIE	4 084,42	
SOJ MONGAUZY	27 835,25	
CAP DE BORDEAUX	- 68 776,81	
CPOM ADAPEI		RESULTAT COMPTABLE DEFICITen - EXCEDENT en +
SERVICES TRANSVERSES		
SIEGE	28 087,62	

2.2.6. Secteur propre

	Résultat comptable
	DEFICIT en - EXCEDENT en +
POLE TRAVAIL	
ESAT Entreprise Métropole	733 867,46
ESAT Entreprise BAME	-188 070,20
ESAT Entreprise Hors murs	-47 365,42
ESAT Entreprise LIBLA	209 049,69
ESAT Entreprise Mongauzy	20 607,02
EA La Paillerie	-106 234,51
EA Haut Mexant	-188 449,66
Service Insertion	-173 733,69
POLE HEBERGEMENT ET SOINS	
UH Résident Blaye	6 878,94
UH Résident Blanquefort	25 154,45
UH Résident St Denis de Pile	-7 726,55
Service Habitat	-9 620
SERVICES TRANSVERSES	
Association	-432 219,37
BM Formation	-7 989
TOTAL SECTEUR PROPRE	-165 850

En 2024, l'ADAPEI connaît un résultat comptable déficitaire de 1228K€.

2.5. Passage du résultat comptable au résultat administratif

2.5.1. Tableau de passage pour le secteur contrôlé

Résultat comptable du secteur contrôlé	-1 061 905
Retraitements :	
- Reprise des résultats antérieurs	- 222 194
- Provisions pour congés payés	259 386
- Reprises provisions litiges	432 971
- Autres reprises	-53 241
Résultat administratif	-644 983

2.6. Informations sur l'effectif

Effectif au 31 décembre 2024

Etablissements	CDI		CDD		Contrat apprenti		Contrat de professionnalisation		TH en EA		TH en ESAT	
	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin
ADAPEI - Siège	24,10	15,00										
BM Formation	1,00	1,00										
CAP de Bordeaux	4,70											
EA La Paillerie	1,00	8,00							4	41		
EA Le Haut-Mexant	2,50	6,00							9,5	44,6		
ESAT E Bassin Médoc	1,00	1,00	0,42								55,88	99,29
ESAT E Bassin Médoc - site de Villambis											36,36	62,13
ESAT E LIBLA - site de St Denis de Pile					1,00						36,05	49,5
ESAT E Libournais blayais											35,38	48,1
ESAT E Métropole		1,00									49,55	58,37
ESAT E Métropole - site de Blanquefort											35,72	75,84
ESAT E Métropole - site de Pessac											42,24	58,15
ESAT E Mongauzy											24,3	40
ESAT F Bassin Médoc	19,65	13,92	0,98									
ESAT F Bassin Médoc - site de Villambis	16,40	7,00	1,00	0,60								
ESAT F LIBLA - site de St Denis de Pile	8,57	11,00										
ESAT F Libournais blayais	14,69	4,80	0,16									
ESAT F Métropole	17,65	6,00		1,00								
ESAT F Métropole - site de Blanquefort	9,70	13,80		1,00								
ESAT F Métropole - site de Pessac	14,00	8,00										
ESAT F Mongauzy	8,25	4,00										
FAM Bègles - Hébergement	49,80	12,28	1,49	0,11			3,00					
FH Bassin d'Arcachon	9,64		0,10	0,04								
FO - FH Bois-Joly	26,17	5,80	1,21									
FO La Réole	33,80	6,83	0,44	0,09			1,00	1,00				
FO-FAM Gujan-Mestras - Hébergement	34,11	9,87	2,29				3,00					
FO-FAM Saint-Michel-de-Rieufret - Hébergement	45,99	5,00	1,41	1,00			3,00	1,00				
FO-FH Martignas-sur-Jalle	28,70	5,80	4,68				3,00					
IME Alouette	42,39	6,85	3,48		1,00	1,00						
IME Blaye	28,60	7,00	3,44		1,00							
IME Lamothe Landerron	22,48	6,00	3,00	0,73	2,00							
IME Médoc	31,40	6,00	2,81	1,02	2,00							
IME Saint Macaire	12,60	4,00	3,00									
IME Taussat	27,22	4,00	3,84		2,00							
Logement Foyer de Bègles	4,00	2,50	0,04	0,06								
Logement Foyer Saint-Denis-de-Pile	3,00	1,00	1,13									
MAS Biganos	58,49	6,80	4,35	1,23			4,00					
MAS Saint-Denis-de-Pile	60,89	5,06	3,01	0,48			4,00					
SAVS Départementale	12,40											
SAVS Départementale Sud Gironde	8,30	0,80										
Service d'insertion	22,75	4,00	0,89									
SESSAD Autisme Saint Macaire	8,75	1,00										
SESSAD Bassin d'Arcachon	14,15											
SESSAD Blaye	8,32	1,00										
SESSAD Pro Bassin	5,50		0,70									
SESSAD Pro Médoc	7,30											
SESSAD Pro Métropole	14,30	0,80										
SOJ Mongauzy		0,75										
STP Audenge	1,80											
STP La Paillerie	1,60	0,06										
STP Métropole	1,60	4,00										
STP Villambis	1,60											
UH PJ Blanquefort	8,60	1,00	0,13	0,06								
UH PJ Blaye	5,00	1,00										
Total général	784,46	209,72	43,96	7,43	8,00	2,00	21,00	2,00	13,50	85,60	315,48	491,38

3. Autres informations

3.1. Informations relatives à la rémunération des dirigeants

L'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, prévoit la mention de la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants.

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

3.2. Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires des commissaires aux comptes TTC au titre de l'exercice :

	CAC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes (hors frais déplacement)	60 996
Au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal	0
Honoraires totaux	60 996

3.3.Engagements hors bilan

3.3.1.Engagements financiers

GARANTIES DES EMPRUNTS AU 31.12.2024

ETABLISSEMENT / BANQUE/ MONTANT INITIAL	ANNEE	GARANTIES	CAPITAL RESTANT DU
CAP de Bordeaux			
DEXIA 364 800,00	2006	Département de la Gironde pour 100% du montant	33 576
IME Alouette			
DEXIA 1 224 547,15	2008	Ville de Bordeaux pour 100% du montant	353 758
IME ST Macaire			
CL 828 800,00	2007	Garanti par une affectation hypothécaire sur le terrain et la construction sis Carré Saint Jacques à Saint Macaire pour 100% du montant	201 725
IME Lamothe			
CI 924 825	2003	Garanti par une affectation hypothécaire sur un bien appartenant à l'association, s'élevant à un montant de neuf cent vingt-quatre mille huit cent vingt-cinq euros (924 825€), en vertu d'un acte reçu par Me Paul GERAUD, notaire à Langon	344 417
ESAT F BAME			
DEXIA 1 472 000,00	2005	Ville d'Audenge pour 100% du montant	102 775
FO FH Martignas			
LA BANQUE POSTALE 7 544 000	2012	Département de la Gironde à hauteur de 100%	5 000 814
FO St Michel Rieufret			
BFCC 8 186 000	2013	Département de la Gironde à hauteur de 100%	5 763 887
ESAT E BAME			
BFCC 140 000,00	2003	Hypothèque sur construction	26 817
UH Blanquefort			
CREDIT FONCIER 476 403,18	2000	50% Département de la Gironde / 50% Bordeaux métropole	70 538
C.D'EPARGNE 760 000,00	2005	50% Département de la Gironde / 50% Bordeaux métropole	375 470
FH Gujan			
LA BANQUE POSTALE 520 000,00	2007	100% Département de la Gironde	274 065
LA BANQUE POSTALE 240 000,00	2008	100% Département de la Gironde	115 140
TOTAL			13 662 982